

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 03/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SERTRID

Zone Industrielle de Bourogne-Morvillars
BP 10
90140 BOUROGNE

Références : UID257090/SPR/MP/ST 2023 - 0203B
Code AIOT : 0005901990

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2022 dans l'établissement SERTRID implanté Zone Industrielle de Bourogne-Morvillars BP 10 90140 BOUROGNE. L'inspection a été annoncée le 28/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERTRID
- Zone Industrielle de Bourogne-Morvillars BP 10 90140 BOUROGNE
- Code AIOT : 0005901990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine d'incinération de Bourogne est exploitée par le Syndicat d'Etude et de Réalisation pour le Traitement Intercommunal des Déchets (SERTRID). L'installation est autorisée à traiter 85 000 t/an d'ordures ménagères et déchets non dangereux d'activités économiques et 4500 t/an de matières sèches de boues de stations d'épuration. L'énergie d'incinération est valorisée par la production d'électricité, utilisée pour les propres besoins de l'usine et revendue sur le marché.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des précédentes inspections
- bilan des déchets et contrôle vidéo
- rejets atmosphériques
- plan d'économies d'eau
- contrôle des déchets admis

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	1 obs
4	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 19.1	/	Sans objet
5	Restrictions des usages de l'eau	Arrêté Préfectoral du 09/08/2022, article Annexe 2	/	Sans objet
11	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
14	Dépassement des VLE sur les mesures en semi-continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
16	Gestion des mâchefers	Arrêté Ministériel du 20/09/2022, article 26	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déclaration annuelle des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article Article 4	/	Sans objet
3	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	/	Sans objet
6	Conditions de combustion	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 29.2	/	Sans objet
7	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
8	Accréditation des organismes de contrôle	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	1 obs

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Mesure en semi-continu des dioxines et furannes	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
10	Indisponibilité des dispositifs de mesure	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 30.6	/	Sans objet
12	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	1 obs
13	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
15	Réserve de produits consommables	Arrêté Préfectoral du 20/09/2002, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si l'installation apparaît comme globalement correctement exploitée, des dépassements des valeurs de rejets dans l'air sont récurrents notamment sur les paramètres HCl, SO₂ et NO_x. Des dépassements récurrents sur les mesures en semi continu de dioxines et furanes sont également constatés. L'exploitant doit investiguer plus précisément les causes ayant conduit aux dits dépassement. Par ailleurs, l'exploitant ne suit pas ses consommations d'eau avec la périodicité exigée dans son arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Registres et traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, notamment de tri, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant ; - la quantité du déchet entrant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;

- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

Constats :

Dans son courrier du 11/10/2022, le SERTRID justifiait le non remplissage des adresses de l'installation expéditrice et du transporteur, mais aussi du numéro de récépissé du transporteur, par l'impossibilité d'éditer ces données avec le logiciel PRECIA MOLEN 3.0.

Dans le registre 2022 transmis par l'exploitant, les adresses sont complétées mais pas les numéros de récépissés. L'exploitant indique que ces adresses ont été complétées manuellement, mais qu'il leur apparaît trop compliqué de renseigner de la même façon les numéros de récépissés.

L'exploitant a programmé un rendez-vous le 23/11/2022 avec l'entreprise PRECIA, fournisseur du logiciel, pour discuter des fonctionnalités du futur logiciel.

Non conformité n° 1 : l'absence de mention des numéros de récépissés dans le registre constitue une non-conformité, l'exploitant informera l'inspection de l'avancement de ses discussions avec le fournisseur du logiciel et des échéances de mise en œuvre de la dernière version.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir souvenir d'avoir déjà refusé des déchets arrivés sur le site, mais avoir déjà constaté des non conformités concernant les dimensions du déchet par rapport aux renseignements des Fiches d'Identification Préalables (FIP).

Par échantillonnage, l'inspection a consulté les FIP associés aux déchets suivants pour l'année 2022 :

- ordures ménagères enregistrées le 26/09/2022 à 10:09 provenant du SMICTOM d'Alsace Centrale ;
- déchets non dangereux des activités économiques (DnDAE) enregistrés le 09/09/2022 à 11h20 provenant de SAMSIC SA ;
- DnDAE enregistrés le 22/09/2022 à 09h10 provenant de COVED FAIMBE ;
- DnDAE enregistrés le 26/09/2022 à 14h52 provenant du CENTRE LECLERC BELDIS.

Ces documents n'appellent pas de commentaire.

Demande de compléments n° 1 : L'inspection interroge l'exploitant quant au producteur dit « Particulier » dans le registre. L'exploitant répond que cette appellation correspond à un badge générique dédié aux apporteurs occasionnels d'archives à incinérer. Ces déchets sont renseignés avec le code 20 03 99. L'inspection demande à l'exploitant de modifier le code déchets associé aux archives.

Observations : Obs n° 1 : Dans le cadre de la mise en place d'un registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS), il est rappelé à l'exploitant la nécessité de:

- téléverser le registre à compter de la fin de la période de tolérance (31/12/2022 repoussée au 30/04/2023 : https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments#scroll-nav__7) ;

- rendre la dénomination usuelle des déchets la plus lisible possible. De manière générale, il convient de préciser :

*le type de déchet: ménager ou issu d'une activité économique,

*la nature ultime du déchet: en ce sens les termes "DIB" sont caduques. L'exploitant est invité à utiliser les termes "DAE après mise en place d'un tri à la source". De la même manière, le terme "encombrant" est peu parlant car il ne permet pas de s'assurer qu'il s'agit d'un flux de déchets non valorisables collectés séparément en déchetterie,

Des informations sur le RNDTS sont rendus disponibles sur le site du ministère à l'adresse suivante : <https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr>

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration annuelle des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article Article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Declaration GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>«[...]</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <p>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</p> <p>-la quantité par nature du déchet ;</p> <p>-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</p> <p>-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</p> <p>[...]»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait remarquer à l'inspection que la déclaration concernant l'année 2021 n'a pas été validée.</p> <p>L'inspection fait remarquer que, pour les déchets sortant du site avec un code de traitement D13 (regroupement ou mélange), la destination finale n'est jamais renseignée sous GEREP. L'exploitant répond qu'il ne disposait pas de l'information jusqu'à cette année, mais que grâce à Trackdéchets l'information leur remontait désormais. Ce point devrait donc être correctement renseigné dans la déclaration GEREP de l'année 2022.</p> <p>Concernant les incohérences constatées entre le registre des déchets entrants et GEREP, l'exploitant avait répondu par courrier du 11/10/2022 que la déclaration GEREP reflétait les chiffres exacts. A la demande de l'inspection, il a précisé que le registre n'était jusqu'à récemment pas fiabilisé lors des corrections d'erreurs du logiciel constatées lors des facturations. Il a affirmé à l'inspection que cette fiabilisation du registre était désormais faite régulièrement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle vidéo des déchargements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...].</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <p>-les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;</p> <p>-la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</p>

III. [...] La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :

- le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;
- la finalité du traitement installé ;
- la durée de conservation des images ;
- le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;
- le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que
- la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.

L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.

L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.

IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.

Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.

Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

V.- [...] Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.

Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :

1° Les agents de l'Etat mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;

2° [...].

Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.

Constats :

Les caméras ont été installées en juillet 2022 et réceptionnées en septembre. L'installation comprend 8 caméras situées :

- 1 à l'entrée scannant les plaques ;
- 1 autre en sortie ;
- 6 au niveau de chaque travée.

L'exploitant est satisfait du fonctionnement du système et le floutage fonctionne.

Les salariés ont été informés par courrier avec les fiches de paye et tous les apporteurs de déchets ont également été informés par courrier. Le règlement envoyé annuellement aux apporteurs a

<p>également été modifié (transmission prévue en fin d'année). La signalétique est en place.</p> <p>Lors de la visite du poste de commande, l'inspection a constaté que les caméras fonctionnaient. De plus l'exploitant a pu présenter à l'inspection les déchargements listés dans la fiche d'inspection n° 1 ci-avant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont alimentées à partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du réseau urbain d'eau potable pour une consommation annuelle de 20 000 m³ » ; - de 2 forages de prélèvement en eau de nappe pour un volume maximum annuel de 54 000 m³. <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau utilisés dans l'établissement.</p> <p>L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.</p> <p>Le relevé des volumes est effectué journalièrement et retranscrit sur un registre.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu sont limités à 150 m³/j en eau de nappe avec 2 ouvrages de prélèvement</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 9 compteurs sur son site.</p> <p>Non conformité n° 2 : Les relevés journaliers ne sont pas effectués car trop de compteurs ne sont accessibles que sur les routes du site, le relevé engendrant un problème de sécurité pour les personnels.</p> <p>L'exploitant a affirmé étudier la possibilité de s'équiper en compteurs automatiques, ce projet aurait été mis au plan pluriannuel d'investissement. L'exploitant informera l'inspection de l'avancement de ce projet et des échéances de mise en conformité.</p> <p>L'exploitant précise que des relevés sont effectués mensuellement et plusieurs fois dans le mois quand ces relevés créent des doutes (fuites éventuelles, ...).</p> <p>Ainsi, l'exploitant a effectué 3 relevés en août suite au nettoyage du système d'incendie afin de s'assurer de l'absence de pertes.</p> <p>Concernant les économies d'eau, la principale source de consommation est la production de vapeur pour alimenter la turbine. Aussi l'exploitant estime qu'il lui est difficile d'économiser l'eau sur ce poste.</p> <p>Concernant les prélèvements dans le réseau d'alimentation en eau potable (AEP), l'utilisation pour les chaudières nécessite une déminéralisation. Ce réseau est également utilisé pour les eaux sanitaires.</p> <p>L'eau de nappe est utilisée en complément pour la protection incendie et l'alimentation en eau des extracteurs si l'eau de process ne suffit pas. Cette eau est enfin utilisée pour la préparation de lait de chaux et pour le traitement et le refroidissement des fumées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Restrictions des usages de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2022, article Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de la crise sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Interdiction d'arrosage des surfaces de circulation générant de la poussière Obligation de mettre en œuvre un registre quotidien pour tous les prélèvements et/ou consommations > 100 m3/j mis à disposition des services de contrôle. Réduction des prélèvements et/ou des consommations de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. Priorisation des usages au cas par cas pouvant conduire à des réductions supplémentaires ou l'arrêt des prélèvements Report des travaux consommateurs d'eau (sauf nécessité sanitaire)
Constats : L'exploitant n'a pas rencontré de problème ces derniers mois pour prélever l'eau dans la nappe. L'unique action d'économie d'eau mise en œuvre sur l'installation a été l'arrêt du lavage des véhicules. L'exploitant affirme ne pas avoir eu connaissance de l'arrêté préfectoral du 09/08/2022. Il n'a donc pas fait de demande de dérogation comme prévu à l'article 4 de cet arrêté. Suite à l'inspection, l'arrêté a été transmis à l'exploitant par courriel du 21/11/2022. Par courriel du 14/11/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection son plan d'économie d'eau mis en œuvre en cas de sécheresse. Non conformité n° 3 : l'exploitant n'a pas mis en œuvre les prescriptions de l'arrêté préfectoral, notamment concernant les obligations de relevé quotidien des consommations et de réduction de 20 % des prélèvement et/ou consommations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 29.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne.
Constats : La surveillance de la température se fait au travers de 2 sondes mesurant la température des fumées et une caméra infra-rouge pointée sur le foyer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance des rejets atmosphériques.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, qui sont au moins celles qui suivent. Des fréquences supérieures peuvent être définies par l'arrêté d'autorisation lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie.</p> <p>L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poussières totales ; - substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ; - chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ; - oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés. <p>Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le monoxyde de carbone ; - l'oxygène et la vapeur d'eau. <p>La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.</p> <p>La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.</p> <p>La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances .</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite au poste de commande, l'inspection a constaté que l'ensemble des paramètres faisait bien l'objet d'un suivi en continu. L'exploitant précise que les débits des rejets ainsi que leur température et pression sont également surveillés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accréditation des organisme de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Dispositions générales.</p> <p>L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu.</p> <p>L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.</p> <p>L'exploitant d'une installation de co-incinération doit faire réaliser quatre fois par an les mesures mentionnées au paragraphe précédent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures du 1er semestre 2022 ont été effectuées par la société Ginger Leces, organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, au mois d'avril 2022.</p> <p>Des dépassements en HCl sont constatés sur les 2 lignes. Ces dépassement sont observables aussi bien lors des contrôles par l'organisme extérieur que lors des contrôles de l'exploitant (cf. fiches nos 11 et 12 ci-après concernant le respect des VLE). De plus, une nouvelle mesure effectuée par GINGER LECES les 12 et 13 juillet 2022 fait toujours apparaître un dépassement HCl sur la ligne 1. L'analyse menée le 1er septembre sur la ligne 1 est conforme pour le paramètre HCl.</p> <p>Lors du contrôle du mois d'avril, les températures des fumées sont également non conformes mais ceci n'est pas signalé par l'exploitant. Ce dernier concède ne pas regarder les températures des fumées mesurées lors des contrôles car il n'identifie pas d'action de sa part pour corriger ce paramètre.</p>
<p>Observations : Obs n° 2 : Dans le cadre du réexamen IED, l'inspection rappelle qu'en l'absence d'un dossier de porter à connaissance transmis au préfet, le NEA-MTD applicable au site pour les NOx fixée par l'AMPG du 12/01/2021 est 150 mg/Nm3.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesure en semi-continu des dioxines et furannes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. b-1. Dispositions générales. L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I. [...]
Constats : La mesure en semi-continu a bien été mise en place. Au vu des dépassements des années précédentes, l'exploitant a investigué et fait effectuer des contre-mesures sur l'année 2021 pour expliquer les dépassements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Indisponibilité des dispositifs de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 30.6
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de l'installation d'incinération, de traitement ou de mesure des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'articles 30.11 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durées cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. Afin de pallier l'indisponibilité des appareils de mesure présents sur chacune des deux lignes d'incinération, un appareil de mesure identique sera installé en secours. Il pourra, le cas échéant, suppléer indifféremment l'un ou l'autre des appareils défaillants. Pendant ces périodes, la teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m ³ , exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le CO et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en COT, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.
Constats : L'exploitant précise que les analyseurs sont neufs et qu'une redondance complète a été mise en place sur chaque ligne. Les équipements ont été livrés en 2019 mais la réception complète n'a été faite que courant 2022. Les QAL 1 et QAL 2 auraient été effectués, le prochain AST est prévu en décembre 2022. L'exploitant dispose donc de 4 analyseurs (pour 3 exigés dans l'arrêté préfectoral). La bascule des lignes principales vers les lignes de secours peut se faire directement depuis le poste de commande dès lors que des défauts sont détectés (valeurs figées ou disparues, ...). L'observation n° 1 issue de l'inspection du 31/05/2021 concernait les écarts entre les mesures affichées et les valeurs réelles. Ce sujet a été réglé avant la réception des analyseurs. Le taux de disponibilité des mesures en semi-continu est conforme. A la fin du 3ème trimestre, le compteur 60 h monte à 16h pour la ligne 1 et à 32h pour la ligne 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air. Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 17 pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;</p>
<p>Constats : Non conformité n° 4 : A la lecture des bilans trimestriels, l'inspection constate : - 1 dépassement CO et 1 dépassement HCl sur la ligne 1 ; - 4 (dont 2 jours consécutifs) dépassements HCl et 1 SO2 sur la ligne 2. Ces dépassements constituent des non-conformités.</p> <p>Au delà des dépassements liés aux arrêts et redémarrages, parmi les causes possibles, l'exploitant identifie plusieurs soucis en lien avec le lait de chaux : - préparation à surveiller en permanence, en particulier la densité, et parfois les agents se rendent compte trop tard de défauts de densité, mais la portion non conforme étant dans la vis sans fin, elle ne peut pas être évacuée ; - Sorbacal : si les big bags sont trop humides, la vis sans fin colmate et la pulvérisation se fait mal ; - plusieurs pannes des pompes doseuses de lait de chaux sont intervenues cet été. L'exploitant utilise alors une pompe redondante.</p> <p>Concernant les dépassements récurrents en HCl, l'exploitant identifie en cause principale la gestion de fosse et le brassage des DnDAE avec les ordures ménagères. Demande de compléments n° 2 : L'exploitant devra investiguer plus avant concernant les dépassements HCl et tenir l'inspection informée sur le sujet.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ; - pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés, aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral ; - 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³.
<p>Constats :</p> <p>Les dépassements HCl évoqués en journalier et lors des contrôles par un organisme extérieur se retrouvent aussi sur les moyennes 1/2h.</p> <p>En 2022, plusieurs dépassements sont intervenues concernant principalement les COT et la température (T2S). L'exploitant justifie ces dépassement principalement par des bourrages trémies (déchets trop volumineux ne respectant pas les FIP). En cas de non conformité avec les FIP, une fiche de non conformité est transmise à l'apporteur avec application de pénalités.</p> <p>Le nombre de fuites chaudières est également élevé (14 fuites en 2021, 6 fuites en 2022 dont 1 en cours sur la ligne 2). L'exploitant précise effectuer des mesures d'épaisseur sur les différents panneaux chaudières lors de chaque arrêt. Les résultats permettent de programmer les travaux préventifs et de les intégrer au plan pluriannuel d'investissement. De plus, l'exploitant précise avoir fait le contrôle décennal de ses 2 chaudières en juin 2022.</p> <p>Du fait de la fuite chaudière encours sur la ligne 2, celle-ci est à l'arrêt le jour de l'inspection. De fait la fosse est encombrée et, lors de la visite des installations, l'inspection a constaté qu'un camion déchargeait ses déchets directement sur la dalle du hall.</p>
Observations : Obs n° 3 : L'exploitant doit mettre en œuvre une organisation pour éviter d'encombrer la dalle du hall avec des déchets en cas d'encombrement de la fosse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si : - aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ;
Constats : Lors de l'inspection du 31/05/2021, une non conformité avait été relevée concernant des dépassements en métaux totaux (principalement dus au Cu). Aucun dépassement de ce type n'a été relevé en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Dépassement des VLE sur les mesures en semi-continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de mesures et surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 17, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.
Constats : Non conformité n° 5 : 2 dépassements ont été enregistrés sur la ligne 2 sur les périodes du 5 avril au 3 mai 2022 et du 31 mai au 28 juin 2022. Suite à ces dépassements, une analyse a été menée par GINGER LECES le 12 juillet 2022 : les valeurs sont conformes. Par contre, l'exploitant n'a pas informé l'inspection dans les meilleurs délais, ce qui constitue une non conformité. Demande de compléments n° 3 : Il convient que l'exploitant investigue concernant ces dépassements. A noter que l'inspection a fait remarquer à l'exploitant que ces dépassements pourraient être liés notamment aux non respects récurrents des températures de fumées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Réserve de produits consommables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2002, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation et maintenance des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.
Constats : L'exploitant souligne les difficultés d'approvisionnement (principalement les délais) aussi bien en réactifs qu'en matériel. L'exploitant affirme disposer aujourd'hui d'une autonomie d'une quinzaine de jours concernant l'urée (contre des marges de quelques jours auparavant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Gestion des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2022, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Mâchefers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les mâchefers doivent en particulier être refroidis. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques.
Constats : Non conformité n° 6 : lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que certains lots de mâchefers n'étaient pas correctement séparés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet